

Burundi : 25 millions USD de la Banque Mondiale pour réhabiliter les infrastructures

@rib News, 21/07/2016 â€“ Source Xinhua L'Assemblée nationale burundaise a ratifié mercredi à l'unanimité un accord de financement de la Banque Mondiale pour un montant de 25 millions de dollars américains (25 millions USD), pour appuyer un projet d'urgence pour la résilience des infrastructures au Burundi. En défendant le dossier y relatif devant les députés de la chambre basse du parlement bicaméral burundais, le ministre des Travaux Publics et des Transports, Jean-Bosco Ntunzwenimana, a précisé que ce projet contribuera pour la réhabilitation et à la préservation des infrastructures de transport endommagées par des pluies diluviennes au Burundi depuis février 2014 à ce jour.

La sous-composante portant sur la réhabilitation des infrastructures routières, a-t-il ajouté, qui coûtera une enveloppe de 12,6 millions USD, se limitera "exclusivement" à la réalisation des travaux de réhabilitation de la Route Nationale No.1 (RN1) reliant la Mairie de Bujumbura au sud du Rwanda. "Par le fait que plus de 80% des marchandises y transitent, cette route est considérée comme la colonne vertébrale du Burundi. Elle reste cependant fragile en raison des contraintes climatiques qu'elle subit, suite à des fortes pluies qui y tombent de manière régulière", a-t-il expliqué. Dans le cadre de la coopération sino-burundaise, a-t-il relevé, le gouvernement burundais est en train de mener des démarches auprès du gouvernement chinois dans une perspective de formuler une requête de financement pour la transformation de la RN1 en autoroute. Au niveau de la sous-composante relative à la réhabilitation des infrastructures urbaines pour un montant de 9 millions USD, M. Ntunzwenimana a indiqué que les travaux ad hoc vont se focaliser sur la canalisation de trois rivières, à savoir Nyabagere, Kinyankonge et Gasenyi. Ces rivières qui causent d'importants dégâts dans les quartiers nordiques de la Mairie de Bujumbura, a-t-il annoncé, seront canalisées jusqu'à l'embouchure du lac Tanganyika. Il a signalé également que le déblocage de ce financement de la Banque Mondiale est attendu au terme du processus de ratification de l'accord ad hoc. Le gouvernement burundais, a-t-il signalé par ailleurs, est à pied d'œuvre pour accélérer ce processus afin que les travaux puissent démarrer avant le début de la saison des pluies septembre prochain.